

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 27/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SLMC**

RETIA - Monsieur Ille -Tour Coupole - Bureau 27F85  
2 Place Jean Miller - La Défense 6 - PARIS LA DEFENSE Cedex  
92078 NANTERRE

Références : UID11/66-C1-2022-496  
Code AIOT : 0006600250

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/09/2022 dans l'établissement SLMC implanté Z.I. de Malvesy Route de Moussan 11100 NARBONNE. L'inspection a été annoncée le 12/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'instruction du dossier de fin de travaux de réhabilitation transmis le 31 janvier 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SLMC
- Z.I. de Malvesy Route de Moussan 11100 NARBONNE
- Code AIOT : 0006600250
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La Société Languedocienne de Micron-Couleurs (SLMC), Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE), a exploité des installations de fabrication de pigments de couleurs sur le site de MALVEZY à Narbonne (11) de 1965 à juillet 2008, date de la cessation définitive d'activité.

A partir de 2009, la société RETIA a été mandatée par SLMC pour conduire en son nom la mise en sécurité du site, sa réhabilitation et son suivi environnemental dans le cadre d'un contrat de Maîtrise d'Ouvrage Délégée (MOD).

Des actions de démantèlement et dépollution ont été entreprises entre 2009 et 2021 conformément à l'Arrêté Préfectoral n°2009-11-1899 du 15 juillet 2009 et à l'Arrêté Préfectoral n°2012-187-0009, du 6 juillet 2009.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Suites de l'inspection du 15/06/2021	Autre du 15/06/2021	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Opérations de réhabilitation spécifiques à chaque unités	Arrêté Préfectoral du 15/07/2009, article 3	/	Sans objet
2	Plan de gestion	Arrêté Préfectoral du 15/07/2009, article 7	/	Sans objet
3	Projet Photovoltaïque	Autre du 07/01/2022	/	Sans objet
5	Suites de l'inspection du 15/06/2021	Autre du 15/06/2021	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les actions définies dans le Plan de gestion du site ont été mises en oeuvre.  
Le site apparaît propre et cloturé au jour de la visite.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Opérations de réhabilitation spécifiques à chaque unités**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2009, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Opérations de réhabilitation spécifiques à chaque unités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La Société S.L.M.C. est tenue de procéder aux opérations visées ci-dessous dans les délais fixés. Pour ce faire, la Société S.L.M.C. doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les nuisances à l'extérieur du site, notamment en ce qui concerne les poussières, le bruit et l'état des voiries externes empruntées (dégradations, dépôts de boues, envols). L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées tous les justificatifs concernant la valorisation ou l'élimination des déchets et gravats.</p> <p>Tous les engins de manutention et de transport, dédiés aux opérations d'extraction de terres souillées, de transvasement ou de transport de déchets, doivent faire l'objet d'un nettoyage, dans la mesure du possible préalablement à leur départ du site, avant toute autre utilisation. Les justificatifs des dispositions prises à cet effet sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Toutes les dispositions doivent être prises pour que les déchets en attente d'évacuation ou de traitement, soient entreposés de manière à ne pas pouvoir souiller les sols, directement ou par ruissellement d'eaux de pluie.</p>
<p><b>Constats :</b> Le démantèlement des bâtiments présents dans la zone de la plateforme industrielle a été effectué en plusieurs étapes qui se sont déroulées entre 2006 et 2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- pour chaque bâtiment et installation démantelé, des diagnostics amiante ont été réalisés préalablement aux travaux de démolition. Les déchets de démolition ont été triés et selon leurs caractéristiques ils ont été (1) réutilisés sur site, (2) valorisés hors site ou (3) évacués vers des filières des déchets dangereux (ISDD) ;</li><li>- le démantèlement des différents bassins liquides s'est réalisé au fur et à mesure, à la fin respective de leur exploitation. Après vidange, le sel et les boues cumulés ont été évacués et le dispositif d'étanchéité des bassins a été enlevé.</li></ul> <p>État des lieux actuel :</p> <p>Plus aucun bâtiment n'est présent sur le site.</p> <p>Le site présente un bon état général.</p> <p>Le projet photovoltaïque menée par Total Solar est en cours de mise en place.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Plan de gestion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2009, article 7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan de gestion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan de gestion pour la totalité du site doit être établi et remis à l'inspection des installations classées, au plus tard pour le 31 décembre 2010, puis à chaque mise à jour, notamment à la fin de toutes les opérations de réhabilitation. Dans ce plan, il convient de rechercher, en priorité, les possibilités de suppression des sources de pollution compte tenu de l'évolution des techniques et de leur coût économique.</p> <p>Lorsque l'impossibilité de suppression des sources de pollution est démontrée par des éléments démonstratifs tangibles ou lorsqu'il n'apparaît pas souhaitable, dans une logique de développement durable et de bilan environnemental global, de supprimer les sources de pollution, la mise en place de mesures de confinement des sources de pollution peut être envisagée.</p> <p>Dans ce cadre, la Société S.L.M.C. doit soumettre un dossier détaillant toutes les servitudes éventuellement nécessaires pour chaque parcelle concernée. Après accord de l'inspection des installations classées, ces servitudes doivent être enregistrées dans les documents appropriés afin de conserver leur mémoire et d'informer les futurs acquéreurs ; une copie des actes est transmise au Préfet de l'Aude. Ces servitudes éventuelles viennent en complément des servitudes pour les bassins de stockage de déchets solides, déjà prescrites par l'article 5.4.1.8 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2000 susvisé.</p> <p>La Société S.L.M.C. doit informer le préfet lorsque l'ensemble des travaux prescrits par cet arrêté et par le plan de gestion est effectué, afin que l'inspection des installations classées puisse constater par procès-verbal la réalisation des travaux.</p> <p><b>Constats :</b> Conformément au Plan de Gestion du site, les terres impactées ont été excavées puis confinées définitivement dans l'alvéole réaménagée sur site dans la zone de l'ancien bassin liquide B1 (hormis un curage complémentaire en fin 2021, envoyé dans un Centre de Stockage de Déchets Dangereux). Pour le stockage dans l'alvéole (B1), les critères d'acceptation en installation de stockage des déchets dangereux (ISDD) ont été utilisés comme référence pour les concentrations en métaux. Les lots des terres dépassant ces critères ont fait l'objet d'opérations de stabilisation au bicarbonate de sodium.</p> <p>A l'exception des matériaux et des terres impactés issues du démantèlement et de la dépollution de la zone de la STEP (réalisés en 2016) et du curage complémentaire de fin 2021, toutes les terres au-dessus des seuils de gestion du site ont été confinées dans l'alvéole de stockage.</p> <p>Le site est aujourd'hui complètement clôturé. D'après les documents de fin de travaux, il faut noter la présence de 4 zones avec des produits résiduels (boues et terres impactées) confinés sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'alvéole étanche B1 ;</li> <li>- les anciens bassins solides confinés B2, B4 ;</li> <li>- la zone des Vieilles lagunes couverte ;</li> <li>- des zones ponctuelles très limitée avec des teneurs résiduelles qui n'ont pas été enlevées pendant les travaux compte tenu des limites techniques ou de la profondeur.</li> </ul> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la réalisation de ces confinements conformément au document de fin de travaux. Les zones de confinement présentes sur site sont protégées dans leur partie supérieure par des dispositifs d'étanchéité spécifique précisée dans le rapport de fin de travaux de réhabilitation.</p> <p>Concernant le bassin B1, dans le dossier de fin de travaux, l'exploitant détaille la structure du bassin de confinement B1 notamment la mise en place d'un encapsulage étanche (géomembranes inférieures et supérieures) ainsi que sa couverture finale par 1m de terre. D'après le dossier de fin de travaux, le confinement supérieur de B1 est constitué :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une membrane PEHD</li> <li>- d'un drain</li> <li>- d'une nouvelle membrane PEHD</li> <li>- de 1m de terres de recouvrement.</li> </ul>

Un fossé périphérique entoure le bassin et permet de drainer les eaux pluviales.

Lors de la visite, l'inspection s'est interrogée sur la mise en œuvre de l'étanchéité supérieure de B1, et notamment sur l'absence de matériaux drainants au dessus de la membrane PEHD. L'exploitant a indiqué avoir réalisé une pente supérieure aux pentes habituelles pour façonner le dôme de B1 de façon à diriger plus facilement le pluvial vers le fossé périphérique. L'inspection a effectivement constaté qu'une pente supérieure (environ 9% au lieu des 2% habituel) a été réalisée pour le dôme de B1.

L'inspection retient toutefois que le dispositif d'étanchéité mis en place ne correspond pas à celui des arrêtés ministériels concernant les couvertures de stockages (AM du 30/12/2002 pour les déchets dangereux, AM du 19/04/2010 pour les déchets issus de l'industrie extractives) qui prévoient une couche drainante au dessus de la membrane PEHD. La conformité à ces arrêtés garantit la pérennité du confinement. Le dispositif mis en place sans couche drainant aurait du être présenté à l'inspection avant sa mise en œuvre.

**Observation n°1** concernant la stabilité de B1 :

Face au constat d'une pente prononcée pour le dôme de B1 (environ 9% contre 2% habituellement) qui doit recevoir des panneaux PV et de l'absence de couche drainante garantissant l'absence d'accumulation d'eau, l'inspection proposera de mettre en place un suivi géotechnique du bassin dans le prochain arrêté de suivi environnemental du site qui sera pris à l'issue de l'instruction du dossier de fin de travaux de réhabilitation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Projet Photovoltaïque

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 07/01/2022
<b>Thème(s) :</b> Autre, Projet photovoltaïque
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Dans son dossier de fin de travaux et dans son dossier de demande d'institution de SUP, l'exploitant fait part de son projet d'installation de panneaux photovoltaïques sur le site.</p> <p><b>Constats :</b> Un projet photovoltaïque (PV) porté par Total Solar est en cours d'installation sur le site.</p> <p>Dans ce contexte, et à la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant du site a fait réaliser et a transmis une étude de faisabilité d'implantation des panneaux ayant notamment pour objectif de vérifier l'impact du projet sur les dispositifs d'étanchéité par géomembrane sur les Bassins B1 et B4. Ce rapport, réalisé par Fondatec conclu que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les fondations retenues pour le projet, avec une charge en sous face de ces fondations de 30 KN/ml, les déplacements au droit des géotextiles et géomembranes sont directement fonction des caractéristiques de la boue.</li> </ul> <p>Tant que les déplacements sont relativement homogènes, ces déplacements ne vont pas perturber le complexe d'étanchéité, qui se déplacera de manière relativement homogène.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Cependant, l'attention est attirée sur les bords du bassin : en cas de déplacements importants de l'ensemble, des efforts plus importants vont se produire dans le complexe, par une mise en tension dans le cas d'un accrochage du complexe. Nous recommandons de ne pas relier des longrines des bassins aux digues car les tassements différentiels au niveau des géomembranes seront trop importants.</li> </ul> <p>L'inspection note que dans l'attestation ATTES faite par Antea en 2018, il n'y avait pas de panneaux PV prévus sur B1. Sur le plan de 2020, il n'y avait du PV que sur B1 Sud, préservant la partie B1 nord, ce qui avait été confirmé lors de l'inspection en juin 2021. Lors de la visite, l'inspection constate que le PV sera implanté sur l'ensemble de la zone B1.</p> <p><b>Observation n°2</b> concernant l'intégrité du complexe d'étanchéité de B1 :            Suite aux conclusions de l'étude Fondatec, l'inspection proposera dans le cadre de l'instruction du dossier de fin de travaux de réhabilitation de demander à l'exploitant de réaliser sous 6 mois une étude géotechnique justifiant que les installations photovoltaïques autorisées par permis de construire ne portent pas atteinte à l'intégrité des confinements en place, notamment en bordure du bassin B1 ainsi que de ne pas relier les longrines des panneaux PV aux digues du bassin. Il sera également demandé à l'exploitant de réaliser un suivi visuel semestriel de l'état du dome ainsi qu'à l'issue de fort épisode pluvieux de type méditerranéen.</p> <p><b>Observation n°3</b> concernant la stabilité des berges du BR (en contrebas de B1 Nord) :            Le suivi géotechnique des bornes et inclinomètres de cette digue indique qu'aucune évolution significative des berges n'a eu lieu (source rapport ANTEA 114875/Version A).            Compte tenu du projet d'implantation de panneaux PV sur B1, situé en amont de la digue du BR, L'inspection proposera toutefois de maintenir ce suivi à fréquence semestrielle dans le prochain arrêté de suivi environnemental du site qui sera pris à l'issue de l'instruction du dossier de fin de travaux de réhabilitation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 4 : Suites de l'inspection du 15/06/2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 15/06/2021
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suites de l'inspection du 15/06/2021
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'excavation au droit de la parcelle 191 qui devait être réalisée par Orano (partie imprégnée en uranium) devrait avoir lieu, selon l'information donnée par Orano à SLMC, courant juin 2021 ;</li> <li>- l'excavation des terres imprégnées au droit de l'ancien atelier de pigments de cadmium, à proximité de la route D169, a été techniquement limitée (localement) par la proximité de la route D169 ; le rapport d'ANTEA précisant les teneurs résiduelles sera transmis avec le rapport de fin de travaux ;</li> </ul> <p><b>Constats :</b> L'excavation au droit de la parcelle 191 (partie imprégnée en uranium) a été réalisé par ORANO. Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'une excavation à l'endroit indiqué. Ces travaux n'ayant pas été réalisé par l'exploitant du site, ce dernier n'a pas été en mesure de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- confirmer l'absence de pollution résiduelle ;</li> <li>- préciser la destination des terres imprégnées excavées.</li> </ul> <p><b>Observation n°4:</b> L'exploitant transmettra ces éléments à l'inspection sous 2 mois.</p> <p>L'excavation des terres imprégnées au droit de l'ancien atelier de pigments de cadmium, à proximité de la route D169, a été techniquement limitée (localement) par la proximité de la route D169. Le rapport de fin de travaux de réhabilitation mentionne l'impossibilité d'excavation et précise les teneurs résiduelles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Suites de l'inspection du 15/06/2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 15/06/2021
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suites de l'inspection du 15/06/2021
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le rapport de fin de travaux devra notamment présenter, pour les différentes zones figurant à l'AP de 2009, l'ensemble des diagnostics et travaux réalisés, la destination des matériaux évacués ou stockés sur place, et les teneurs résiduelles obtenues dans les sols par rapport aux valeurs de gestion.</p> <p>Une synthèse de l'état résiduel du site sera transmise afin de présenter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les résultats obtenus suite à la dépollution des sols (par exemple, concentrations maxi/mini/moyenne par zone) ;</li> <li>- le contenu des 3 bassins de stockage (B1, B2 et B4) et la structure de leur confinement.</li> </ul> <p>Afin de procéder au PV de récolement, l'exploitant transmettra également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les documents attendus listés au § III.2 ;</li> <li>- les rapports de contrôle d'Aquila Conseil de 2020 et 2021 ;</li> <li>- les résultats des analyses des eaux souterraines de la campagne (incluant avril 2021).</li> </ul> <p>L'exploitant prévoit de transmettre le rapport de fin de travaux fin novembre 2021.</p>
<p><b>Constats :</b> Le rapport de fin de travaux transmis par RETIA le 31 janvier 2022 comprends l'ensemble des éléments listés ainsi que des fiches synthèses qui détaillent pour chaque zone du site (14 au total) les actions de réhabilitations menées : historique, diagnostic et valeurs de gestion, travaux de réhabilitations, état géotechnique... Ces fiches comprennent également les photos des étapes de réhabilitation ainsi qu'un schéma du confinement mis en place et/ou une carte de l'impact résiduel pour chacune des zones.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet